

# Sarah Knafo, entremetteuse des droites extrêmes



Capture d'écran d'une suggestion de lecture proposée par la base de données Alexandre & Aristote.

[L'Humanité](#), 23 février 2021

**La haute fonctionnaire à l'origine d'Alexandre & Aristote, militante souverainiste de l'ombre, travaille à structurer la droite de la droite. Avec, pour figure pivot, son poulain, Éric Zemmour.**

Son appartement, au cœur du Quartier latin, est un de ces lieux où l'extrême droite tisse ses réseaux. Où ses acteurs se rencontrent, se jaugent, s'accordent parfois. À 26 ans, Sarah Knafo travaille, comme Patrick Buisson en son temps (avant que les projecteurs médiatiques ne le mettent à découvert), à consolider cette droite de la droite qui tente de se développer à l'ombre de Marine Le Pen. Selon *l'Obs*, c'est chez cette discrète énarque de la promotion Molière, nommée magistrate à la Cour des comptes depuis janvier 2020, que se sont rencontrés début février Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan, pour évoquer une potentielle candidature du polémiste en 2022. Chez elle encore que ce dernier a pu discuter avec Marion Maréchal ou encore le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez. Chez elle, donc, que l'union des droites fait son chemin.

Avec, pour force centrifuge, Éric Zemmour. Le chroniqueur star de CNews est un vieil ami de la famille de Sarah Knafo. Bonapartiste, souverainiste et eurosceptique comme lui, elle lui

ferait office de conseillère politique. En coulisse, elle fait partie de ceux qui lui déblaient le terrain si jamais il venait à se lancer dans la course à l'Élysée.

## **L'immigration, un sujet de prédilection**

Elle partage avec lui son carnet d'adresses, dans lequel on retrouve son « mentor » Marie-France Garaud, ex-eurodéputée RPR devenue, au crépuscule de sa carrière, très proche du Front national ; Henri Guaino, l'ancienne plume de Nicolas Sarkozy (elle fut responsable des Jeunes avec Guaino en 2016) ; ou encore Jacques de Guillebon, rédacteur en chef du magazine d'extrême droite *l'Incorrect*. En compagnie de ce dernier, elle a mis sur pied en septembre 2019 la « convention de la droite », grand raout identitaire dont le point d'orgue fut sans doute la prise de parole d'Éric Zemmour, pour laquelle il fut plus tard condamné (il avait notamment comparé l'immigration à l'occupation nazie).

Déjà sur les bancs de Sciences-Po Paris, autre lieu stratégique pour mener la bataille culturelle, Sarah Knafo travaillait à ce que « sa » droite gagne en influence. En se prononçant en faveur de la création d'une antenne étudiante du Front national, par exemple, en 2015. Ou en cofondant Critique de la raison européenne, une association eurocritique proche de l'ex-socialiste Jean-Pierre Chevènement qui s'évertue à faire dialoguer les « *souverainistes des deux rives* », dont Henri Guaino, encore lui, ou Alain Finkielkraut. Elle conserve d'ailleurs un pied rue Saint-Guillaume, où elle donne des cours de droit constitutionnel en tant qu'enseignante vacataire.

À moins de 30 ans, la haute fonctionnaire a surtout de nombreux cabinets à son actif, qui constellent un CV déjà impressionnant. Pour l'extrême droite, qui est en recherche constante de cadres dans l'objectif de s'installer au pouvoir, cela fait d'elle une future incontournable. Conseil économique et social, Assemblée nationale, préfectures, ministères... Sarah Knafo a largement navigué dans la haute fonction publique. Parmi ses sujets de prédilection : l'immigration. En 2018, elle effectue un stage à l'ambassade de France en Libye, où elle travaille notamment sur les routes migratoires, expérience qu'elle fait ensuite valoir à la direction générale des étrangers en France. C'est dans le cadre de ces stages qu'elle rédige, selon *l'Express*, un « guide pratique » à destination de l'administration centrale, destiné à faciliter les procédures d'expulsion des clandestins. Enfin, au printemps 2020, elle intervient à la préfecture du département de Seine-Saint-Denis en tant que « haut fonctionnaire en renfort Covid-19 », ce qui lui vaut de recevoir une « médaille d'honneur pour acte de courage et de dévouement » des mains du préfet Georges-François Leclerc, épinglé plusieurs fois par la justice administrative pour atteinte au droit d'asile.

[Cyprien Caddeo](#)